



SUD ÉDUCATION RÉUNION
31, chemin Clémencin Payet
97430 – Le Tampon
tél. : 06 92 14 47 85
mèl : contact@sudeducation974.org

UNE AUTRE POLITIQUE ÉDUCATIVE, SOCIALE ET SANITAIRE EST POSSIBLE !

Un protocole allégé qui n'est qu'une opération de com'

Le 28 juillet, en plein milieu des vacances scolaires, le Ministère publie son **nouveau protocole sanitaire**. Alors, quoi de neuf, si on regarde un peu le détail ? On a là un **protocole sanitaire allégé**, qui **mise tout sur la vaccination** des élèves et des personnels, considère que, quand on est vacciné·e, on n'est ni contaminable, ni contaminant·e – ce qui est totalement faux –, et ne tient absolument pas compte de la circulation du **variant delta**, dont on connaît pourtant la contagiosité redoutable, y compris chez les enfants et les adolescent·es. Le protocole enchaîne les **recommandations floues et/ou qui n'engagent à rien** : comme d'habitude, le soin de réfléchir aux **modalités concrètes** de mise en œuvre de consignes floues ou inapplicables est **délégué aux équipes sur le terrain**.

La publication de ce protocole allégé n'est donc rien de plus qu'une opération de communication : « TOUT VA BIEN, TOUT EST PRÊT POUR LA RENTRÉE ».

Pourtant, dans les écoles, les collèges les lycées, ce n'est pas d'un plan de com' que les élèves et les personnels ont besoin.

Ils sont où, les moyens supplémentaires ?

Alors que, depuis un an et demi, nos élèves ont connu une scolarité discontinue, alternant « présentiel » et « distanciel », **l'école a évidemment besoin de moyens supplémentaires** pour rattraper le temps perdu : **moins d'élèves par classe, des dédoublements, un véritable vivier de remplaçant·es...** Las ! À la Réunion, **le ministère supprime l'équivalent de 35 ETP** dans le secondaire. On nous annonce que l'académie a reçu un volet de 26 000 HSE, « l'équivalent de 40 ETP », essentiellement destinées à



des dispositifs de soutien pour les lycéen·nes (« école ouverte », « stage de réussite »...) : il faut tout de même une sacré dose de **cynisme** et de **mauvaise foi** pour mettre en équivalence des heures-poste et des **HSE destinées à des dispositifs facultatifs** dont l'intérêt pour les élèves reste à établir !

Pour SUD ÉDUCATION RÉUNION, le compte n'y est pas. Ces **mesures palliatives** sont **loin d'être à la hauteur** du défi auquel nous faisons face : **il faut un PLAN D'URGENCE POUR L'ÉCOLE !**

Non au pass sanitaire, pour les élèves et pour les autres !

On nous répète à l'envi qu'il n'y aura **pas de pass sanitaire pour les élèves**. Reste que dans les classes de collège et de lycée où au moins un cas positif aura été détecté, l'ARS (ou les personnels de direction ?) doit faire un **tri parmi les élèves** considérés comme « cas contact à risque », en fonction de leur statut vaccinal. Les élèves « évincés » ne peuvent revenir en classe qu'au bout de 7 jours. Nous dénonçons fermement cette mesure, qui s'apparente à la mise en place *de facto* d'un pass sanitaire pour les collégien·nes et les lycéen·nes.

Le pass sanitaire est une mesure injuste et antisociale, dont les classes populaires seront les premières à faire les frais. **Ce n'est pas aux « dernier·es de corvée » de payer au prix fort les conséquences de la gestion calamiteuse de la pandémie par ce gouvernement !**



UNE AUTRE POLITIQUE ÉDUCATIVE, SANITAIRE ET SOCIALE EST POSSIBLE !

SUD ÉDUCATION RÉUNION revendique :

- le retrait de la loi et de l'état d'urgence sanitaires,**
- des moyens financiers et humains bien plus importants pour l'école, le système de santé public et les Ehpad,**
- une couverture bien plus importante des centres de vaccination ainsi que les embauches nécessaires pour permettre des conditions de travail respectueuses des exigences sanitaires,**
- la levée des brevets au sein de l'Organisation mondiale du commerce, pour la solidarité internationale et la santé publique.**